



**DÉCLARATION LIMINAIRE DU SYNDICAT SUD
ÉDUCATION ALSACE À LA FPMA DES 25 ET 26 JUIN
2019**

Cette année s'achève alors que le climat social est des plus tendus et que le gouvernement ne cesse de préciser ses visées libérales et réactionnaires pour la société mais aussi pour l'École, ses usagers et ses enseignant•e•s. Sans une politique de réduction massive des inégalités, ces dernières, déjà fortes, ne feront que s'intensifier. Nous ne pouvons que nous opposer frontalement, n'en déplaise au ministre, qui le soir du premier jour des épreuves du baccalauréat, a déclaré que tout allait bien. Car non, rien ne va.

C'est pour cette raison que nos collègues se mobilisent, pour certain•e•s depuis des mois, pour lutter contre l'œuvre systématique de destruction du service public de l'éducation par le ministre. Tout ceci se produit à l'encontre des élèves et leurs familles qui sont embrigadés dans une compétition scolaire de tous les instants, quand ils et elles ne sont pas tout simplement humilié•e•s, et de nos collègues qui sont infantilisé•e•s et dénigré•e•s. Nous pensons ainsi à la circulaire de rentrée pour les écoles maternelles, la loi pour une école de la confiance qui vise, entre autre, à mettre au pas les collègues, financer le privé et instaurer un esprit nationaliste dans nos salles de classe, sans répondre à aucune des revendications

légitimes formulées jusqu'ici qu'il s'agisse du salaire ou des conditions de travail. Mais que nos collègues se rassurent, le tout numérique viendra également à leur secours avec son fameux « Lycée 4.0 ». La réforme des lycées, enfin, n'en déplaise à certains camarades, n'est pas seulement bâclée ou précipitée, mais mise au service d'une logique implacable de suppressions de postes et de mise en concurrence dans le service public. Sud Education revendique le retrait des réformes Blanquer, du projet de loi « Ecole de la confiance » et du projet de loi pour la transformation de la fonction publique.

Ainsi, on ne compte plus les raisons de se mobiliser contre la politique actuellement à l'œuvre comme le font nos collègues des lycées ou hier encore nos collègues des CFA ou encore ceux du collège Foch à Haguenau qui ont obtenu en partie satisfaction de leurs revendications. Le modeste soutien de notre petit syndicat va également aux collègues mobilisé•e•s dans toutes les écoles, collèges et lycées qui se battent tous les jours contre la mise en œuvre d'une éducation à plusieurs vitesses ou aux mamans voilées musulmanes mobilisées contre la mise en place de mesures d'exclusions racistes et sexistes. Enfin, puisque la canicule ne semble pas dégeler le point d'indice, il faudra continuer à nous mobiliser sur ce sujet aussi.

Ce ministre et sa politique ne sont pas seulement dangereux pour le service public, ils sont surtout à l'image de ce gouvernement qui expulse, à la veille du bac, des demandeurs d'asile déboutés et qui finance à hauteur de 1,5 milliard d'Euros le service national universel. En effet, pour répondre à une soi-disant crise de l'engagement chez les jeunes, rien de mieux, selon lui, que la discipline militaire et un esprit flirtant avec le nationalisme. Cet argent, serait bien mieux utilisé dans le service public d'éducation ou de santé et permettrait de répondre en partie aux

revendications des personnels qu'ils soient enseignant•e•s ou soignant•e•s par exemple. Cela apporterait aussi une réponse à la crise sociale qui a pris une ampleur inédite depuis 8 mois avec le mouvement des « gilets jaunes ».

Pour seule réponse, la philosophie de ce gouvernement s'oriente davantage vers des réactions à base de LBD et de mise au pas de la jeunesse. Mais, nous ne sommes guère surpris en cette période de destruction des solidarités garanties par le service public et ses fonctionnaires. Ceux-ci sont également dans le viseur pour le modèle qu'ils incarnent, c'est à dire, le salaire à vie. C'est pour cette raison que les suppressions de poste et le paritarisme se poursuivent partout au profit de la contractualisation et de la seule autorité de l'administration.

Mais nous sommes ici pour examiner les résultats du mouvement, alors parlons-en. Tout d'abord, nous souhaitons remercier nos collègues des services administratifs pour leur travail préparatoire ainsi que leur disponibilité tout au long des opérations. Le mouvement, s'il s'avère un peu meilleur pour les titulaires de l'académie cette année avec une hausse du nombre de demandes volontaires et du taux de satisfaction, il demeure néanmoins insuffisant dans certaines matières comme les technologie où les problèmes de recrutement et de remplacement seront à nouveau très graves cette année. Il faut donc s'attendre à ce qu'une armée de contractuels viennent combler des besoins permanents. Ainsi, la logique qui consiste à toujours faire plus avec moins de moyens semble se pérenniser.

→ Cette logique nous la retrouvons lorsqu'il s'agit d'attribuer des aménagements de service insuffisants aux collègues qui souffrent de pathologies lourdes et nécessitant des soins en parallèle de leur travail.

→ Nous la retrouvons aussi lorsque nous alertons sur les conditions de travaux de nos collègues parfois maltraité•e•s par leur hiérarchie ou vivant des situations relevant du harcèlement sans possibilité pour nos collègues d'être entendu•e•s par leur employeur.

→ Nous la retrouvons enfin lorsque nos collègues font face, dans leur quotidien, à une dégradation constante du climat scolaire, avec un soutien trop timide voire inexistant de leur hiérarchie, bien que le CHSCT préconise le contraire ainsi que des créations de poste.

Que s' imagine-t-on ? Que les personnels sont des moines-soldats se dévouant corps et âme à leur « vocation » ? Que les collègues continueront à produire monts et merveilles si leur santé et leur conditions de travail ne sont pas respecté•e•s ?